

PS



Secrétariat national à la Riposte

FRANÇOIS HOLLANDE OFFRE UN NOUVEAU SOUFFLE AU PROJET EUROPÉEN

Pour mémoire

- > L'Europe est plongée, depuis 2008, dans une crise financière, puis économique et sociale sans précédent
- > L'alliance « **Merkozy** », aux commandes jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir en France en mai, **n'a rien réglé**. Pire, la situation française s'est considérablement dégradée :
- > La France était, en 2007, le 10^e pays le plus riche de l'Union européenne. Elle a décroché d'un rang, se situant désormais **en dessous de la moyenne de la zone euro**.
- **La présidence française de l'Union européenne (UE) a fortement déplu aux dirigeants européens**. Exemple de la crise géorgienne, lors de laquelle Nicolas Sarkozy a agi seul pour, au final, un statu quo au bénéfice de la Russie.
 - La méthode employée s'est toujours soldée par **un passage en force unilatéral** (exemple de l'Union pour la Méditerranée, projet sans lendemain), ou par un alignement de la France sur l'Allemagne (exemple de l'austérité budgétaire)
- > **François Hollande**, lors de la campagne présidentielle, s'était engagé à réorienter l'Europe dans le sens de la croissance, il a obtenu :
 - la mise en place d'une **taxe sur les transactions financières** entre onze États de la zone euro ;
 - a mise en place d'une **supervision bancaire** ;
 - des **aides directes de la Banque centrale européenne** aux États ;
 - la mobilisation de **120 milliards d'euros** en faveur de la transition énergétique.

Une nouvelle ère s'ouvre en Europe

- > Le 5 février, le président de la République a réaffirmé l'ambition de la France pour la construction européenne lors d'un **discours devant le Parlement européen**.
- > Les orientations proposées par le président français pour l'UE **rompent avec dix années d'ultralibéralisme économique**.
- > François Hollande a rappelé son attachement à une avancée vers **l'harmonisation sociale** et fiscale, indispensable si l'on souhaite en finir avec le dumping qui pousse les entreprises à réduire les coûts et à délocaliser.
- > « *La solidarité, c'est ouvrir le chantier du **salaires minimum*** » : la gauche européenne a enfin un porte-parole de poids dans son combat pour l'Europe sociale.
- > Il a appelé à une « *réforme du système monétaire international* », afin que l'Europe puisse se doter d'une **véritable politique de change**.

FOCUS : la droite bête

La droite cherche par tous les moyens à critiquer : dans un communiqué elle explique que François Hollande « *préfère les constats aux résultats* »... Or, même Laurent Wauquiez, ex ministre des Affaires européennes, « *souscrit au discours* » du président socialiste.

PETROPLUS : FINALISER LES OFFRES DE REPRISE

Mardi 5 février, conformément à la procédure de liquidation engagée mi-octobre, les administrateurs judiciaires ont reçu plusieurs marques d'intérêt pour une reprise de la raffinerie de Petit-Couronne (Seine-Maritime) parmi lesquelles, selon le gouvernement, deux sont « sérieuses ».

Mercredi 6 février, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, ils les ont confirmées et estimé qu'elles n'étaient « en l'état recevables ».

Seul le tribunal de commerce de Rouen est fondé à se prononcer sur le sérieux des offres - il a pour cela jusqu'au 16 avril, date de cessation d'activité.

L'objectif du gouvernement, avec les administrateurs et les repreneurs, est désormais, dans les jours et semaines qui viennent, d'améliorer, compléter et finaliser les offres afin que l'une d'elles au moins soit une offre ferme transmise au tribunal.

Une offre ferme, c'est une offre avec un repreneur qui apporte une triple garantie :

- d'approvisionnement en brut
- de financement pour le rachat et les investissements futurs,
- de capacités industrielles

Pour se donner toutes les chances d'aboutir, l'État s'est engagé à accompagner tout repreneur crédible

en mobilisant le Fonds stratégique d'investissement (FSI) en vue d'une participation minoritaire à un projet de reprise. C'était une demande du député de la circonscription, Guillaume Bachelay, et de l'intersyndicale à laquelle le président de la République avait répondu favorablement le 5 janvier dernier, lors d'une rencontre avec les salariés en Haute-Normandie. C'est un atout supplémentaire pour aboutir à une reprise et un acte fort de politique industrielle.

Dans le cadre de la procédure courante, un processus de sauvegarde de l'emploi a été enclenché afin de prévoir l'avenir, dans toutes les hypothèses et dans l'intérêt même des salariés. Dans cette période, rien n'empêche précisément d'œuvrer à une solution de reprise industrielle.

Le gouvernement est 100 % mobilisé sur cet objectif. 470 salariés, des centaines d'emplois d'entreprises sous-traitantes sur le bassin de vie dans l'agglomération rouennaise sont en jeu, ainsi que l'indépendance énergétique de notre pays et du nord-ouest européen : préserver nos capacités de raffinage est un enjeu de souveraineté.

EXPÉRIMENTATION D'UNE SALLE DE CONSOMMATION DE MOINDRE RISQUE : QUAND LA DROITE S'OPPOSE À DES MESURES DE SANTÉ PUBLIQUE

La Mairie de Paris s'est portée volontaire pour accueillir la première salle de consommation à moindre risque en France.

Il s'agit d'un centre dans lequel des toxicomanes viennent consommer de la drogue dans de bonnes conditions d'hygiène et sous la surveillance d'un personnel formé et qualifié. Il existe environ 90 centres de ce type dans le monde, dont plus de 80 en Europe. Ils s'inscrivent dans les politiques de réduction des risques pour les consommateurs et de lutte contre les troubles à l'ordre public.

Toutes les expérimentations montrent qu'un contact peut ainsi être établi avec des toxicomanes qui sont victimes non seulement de leur dépendance à la drogue, mais également de nombreuses injections. Cela permet l'accès à des soins dont ils ont besoin ainsi qu'aux services sociaux. Le taux de mortalité, ainsi que la nuisance suscitée par la consommation de drogue en public, sont réduits grâce à l'accès des consommateurs de drogue à un matériel d'injection propre et à un environnement surveillé.

Par leurs réactions brutales et caricaturales, la droite et l'extrême droite ont montré leur profonde ignorance du problème :

Gilbert Collard (député FN) : « *On n'a qu'à répertorier tous les actes de délinquance auxquels on n'arrive pas à trouver de solution et puis on fait des salles de viol, des salles de crime, des salles de vol* ».

Valérie Pécresse s'est dite « *choquée* » car c'est selon elle de « *l'empoisonnement assisté* ».

Nicolas Dupont-Aignan demande sur twitter si seront créées « *bientôt des portions d'autoroutes pour les alcooliques* ».

« *Nous avons fait le choix d'une politique de santé publique et de sécurité* », a déclaré à l'Assemblée nationale la ministre Marisol Touraine, « *plutôt que de se voiler la face, il faut apporter des réponses sans tabou et de la façon la plus efficace possible* ».

AU PARLEMENT, LE DÉBAT SUR LE MARIAGE POUR TOUS CONTINUE

L'article 1 de la loi instaurant le mariage pour tous a été adopté cette semaine (249 voix pour, 97 contre).

Une majorité unie et nombreuse pour l'égalité

Depuis le 29 janvier, les députés socialistes et de la majorité sont nombreux et déterminés dans l'hémicycle pour soutenir le projet de loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe. Les mensonges éhontés de la droite sur le texte sont nombreuses : il ne s'agit en aucun cas de faire disparaître « père » et « mère » du code civil

Ces allégations sont fausses. Les modifications du code civil ne sont prévues que lorsqu'il est strictement nécessaire de remplacer les mots « mari » et « femme » par le mot « époux » et les termes « père et mère » par le mot « parents » c'est-à-dire lorsqu'une disposition doit s'appliquer à tous les couples mariés mais que sa rédaction actuelle ne le permet pas. Par exemple les articles comprenant les termes « père ou mère » ne sont pas modifiés puisqu'ils peuvent s'appliquer aux couples de même sexe.

L'opposition : un débat hors sujet

Faute de pouvoir argumenter sérieusement sur leur opposition à l'égalité de tous devant la loi, l'UMP crée un débat hors sujet. Pour faire diversion, ils concentrent leurs interventions sur la PMA et la GPA, qui n'existent ni dans le projet de loi, ni dans les amendements socialistes.

Une obstruction parlementaire organisée qui ne s'assume pas

L'UMP explique qu'il y a des débats plus importants que celui du mariage pour tous : emploi, crise économique, etc. L'UMP explique aussi que la majorité a bloqué deux semaines entières, week-end compris, pour discuter du projet de loi. Si nous l'avons fait, c'est parce qu'ils ont déposé plus de 5 000 amendements, qui se ressemblent tous et qui auraient pu tenir en 50 propositions seulement.

PENDANT CE TEMPS-LÀ, À L'UMP...

LA DIRECTION DE L'UMP ? VINGT VICE-PRÉSIDENTS, UNE FEMME

Depuis des semaines l'UMP complète sa direction nationale. La dernière version de leur organigramme a été rendue publique cette semaine. Nous savions déjà que la parité serait parfaite entre partisans de Copé et de Fillon. Nous savions aussi qu'il n'y aurait pas de parité entre les femmes et les hommes.

Mais visiblement, quitte à ne pas appliquer la parité, autant s'en éloigner le plus possible ! Sur 20 vice-présidents, une seule est une femme...

La parité n'est pas un gadget, elle est un outil de lutte contre l'exclusion sociale des femmes. À cet égard le politique a un devoir d'exemplarité. Jamais la droite, ni dans son parti, ni lorsqu'elle gouvernait ne s'est engagée pour permettre l'égalité.

Pour mémoire :

- L'inaction de la droite a entraîné l'abrogation du délit de harcèlement sexuel, le 4 mai 2012. Conséquence : un vide juridique désastreux pour les victimes.
- La réforme des collectivités territoriales voulue par la droite en 2010 et abrogée depuis par la gauche instituait le Conseiller territorial.

Conséquence évitée : une diminution forte du nombre de femmes élues.

- La réforme des retraites de 2010 rend plus difficile pour les femmes l'accès à la retraite à taux plein en raison du temps partiel ou des maternités.

« L'accès des femmes aux responsabilités politiques et plus largement à la sphère publique est une condition de leur émancipation. L'UMP s'illustre une fois de plus comme le temple du conservatisme et du machisme. De leur côté, les socialistes continueront de mener une politique volontariste et progressiste en matière d'égalité entre les femmes et les hommes », Adeline Hazan, Conseillère auprès du Premier secrétaire en charge de la parité.